

Les valeurs de l'Union à l'épreuve du terrain : quel apport de la Charte des droits fondamentaux ?

Charter Up ! Table ronde 2: Luxembourg, 12 novembre 2025

Organisée par l'IEAP Luxembourg - Centre européen de la magistrature et des professions juridiques

Lieu: **Melia Hotel**, Park Draï Eechelen, 1499 Luxembourg

Grant Agreement 101142920 — CHARTER UP — CERV-2023-CHAR-LITI — Upgrading fundamental rights know-how for Luxembourg

Programme

Le public cible de Charter Up : les professionnels des droits humains au Luxembourg

Le projet Charter Up vise à **outiller et à accompagner les praticiens pour mobiliser la Charte des droits fondamentaux dans toutes les affaires où elle peut être pertinente**. Les avocats, les personnels des ONG et des institutions de défense des droits humains, et les juristes plus largement compris, sont conviés à nos formations. Celles-ci sont complémentaires des autres éléments du projet (notamment le Charter Checkpoint, permanence juridique assurée par Passerell, ainsi qu'une newsletter et une base de données de jurisprudence luxembourgeoise sur la Charte).

Les tables rondes

Dans le prolongement des séminaires et des ateliers Charter Up visant à équiper les professionnels des connaissances et outils nécessaires pour mobiliser la Charte des droits fondamentaux, les tables rondes rassemblent des acteurs luxembourgeois et des experts venus d'autres Etats membres de l'Union européenne, et proposent des échanges d'expériences et de bonnes pratiques autour de questions concrètes. Outre des présentations et discussions en plénière, la journée comportera aussi deux séances 'brainstorming' en plus petits groupes, sur deux des quatre thématiques prioritaires du projet, à savoir les droits de l'enfant et le droit à la protection des données personnelles.

Méthodologie

Le format des tables rondes vise à favoriser les échanges. Nous intégrerons des témoignages et des cas pratiques visant à encourager le dialogue et l'identification des bonnes pratiques.

Institut européen d'administration publique (EIPA Luxembourg)

Passerell a.s.bl.

Pr. Romain Tinière, Professeur de droit public à l'Université Grenoble Rhône Alpes

Dr. Salomé Lannier, Chercheuse postdoctorale à l'Université du Luxembourg



**Co-funded by
the European Union**

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

M. Romain Robert, Responsable du secteur régulation numérique – Unité politique et consultation,
Contrôleur européen de la protection des données (CEPD)

Marion Dubois, Directrice de Passerell, contact@passerell.lu

Fiona Lenert, Juriste spécialisée en droits humains, charter.up@passerell.lu

Dr. Catherine Warin, Avocate au Barreau de Luxembourg, présidente de Passerell,
c.warin@eipa.eu

Elisa Dolci, Project Management, e.dolci@eipa.eu

12 novembre 2025

09.00 Accueil des participants

09.15 Mot de bienvenue

09.30 La valeur de la Charte et les valeurs de l'Union

La valeur ajoutée de la Charte des droits fondamentaux par rapport aux autres
sources de protection des droits fondamentaux

Pr. Romain Tinière

L'affaire *Commission contre Hongrie* sur les valeurs de l'Union : protéger les droits
fondamentaux (égalité, vie privée, liberté d'expression) en protégeant les valeurs?

Dr. Catherine Warin

Discussion avec le public

10.30 Pause

10.45 Approches thématiques et retours du terrain

L'apport de la Charte pour protéger les données personnelles

Romain Robert

L'apport de la Charte pour lutter contre l'esclavage, le travail forcé et la traite

Dr. Salomé Lannier

Discussion avec le public

11.45 Pause déjeuner



**Co-funded by
the European Union**

*Financé par l'Union européenne. Les points de vue
et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s)
auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux
de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive
européenne pour l'éducation et la culture (EACEA).
Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en
être tenues pour responsables.*

- 13.15 Brainstorming**
Travail en commun sur des cas pratiques inspirés de l'expérience luxembourgeoise
- Groupe A : Protection des données**
- Groupe B : Droits de l'enfant**
- 14.30 Conclusions : (presque) deux ans de Charter Up !**
Fiona Lenert, Marion Dubois et Catherine Warin
- 15.00 Fin de la table ronde 2**



**Co-funded by
the European Union**

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.